

## En faisant main basse sur leur épargne, François Hollande finit de se couper des Français



Les députés ont voté une uniformisation par le haut du taux des prélèvements sociaux pour certains contrats d'assurance-vie, PEA et Pel et sur l'intégralité des gains constitués depuis 1997.

Avec Michel  
Garibal

On pensait avoir atteint les limites de l'absurde et pourtant chaque jour nous apporte une preuve supplémentaire de l'incohérence de la politique gouvernementale et de l'incapacité de diriger de ceux qui ont en principe les clés du pouvoir. Dernière en date, **l'avalanche de mesures annoncées en catimini** au cours d'une conférence de presse par le ministre du Budget **qui risque de bouleverser la gestion de l'épargne en introduisant une taxation rétroactive**, qui pourrait bien mettre le feu aux poudres d'une opinion déjà fortement secouée par la manière dont elle est étrillée depuis des mois.

Le désenchantement actuel pourrait déboucher sur la colère. Car tout le monde sait bien que la voie de la réduction des dépenses qui aurait seule permis de freiner la boulimie des taxes nouvelles votées sans discernement par une majorité droguée à l'impôt est désormais fermée. L'heure des réformes est passée. **On estime qu'un nouveau président a dix-huit mois après son élection pour opérer le changement. Ensuite, on prépare l'élection suivante, en se bornant à des ajustements de détail.** François Hollande considère qu'il a fait aujourd'hui l'essentiel et il se réfugie dans l'attentisme dans l'espoir chimérique que la conjoncture lui apportera des résultats. Pourtant, les prévisions économiques ne lui sont guère favorables : la croissance reste insignifiante, tandis que le chômage, qui vient de battre un nouveau record, continuera d'augmenter l'an prochain, malgré les mesures artificielles de dopage qui caractérisent l'emploi.

Les bonnes paroles n'ont pourtant pas manqué pour opérer le changement, aussitôt démenties par les actes **Les organismes qui conseillent le gouvernement en viennent même à contredire la parole officielle.** Car le char de l'Etat évolue comme un bateau ivre, dès lors que chacun prétend tenir le gouvernail devant la carence de l'Elysée. C'est le patron du PS qui entend dicter sa conduite au président sans être véritablement désavoué. Ce sont les taxis qui gardent leurs privilèges éhontés alors qu'on avait annoncé leur mise en concurrence. C'est le Premier ministre qui affirme le bien fondé de la taxe de 75% sur les très hauts revenus, après que François Hollande ait organisé une réunion avec les dirigeants des clubs de football pour amorcer une transaction.

Pendant ce temps, les taxes continuent de s'abattre sur l'opinion médusée et comme on a déjà dépassé les limites du supportable **on s'en prend désormais au trésor des Français, leur épargne**, à travers des produits aussi populaires que le plan d'épargne en actions ou le plan d'épargne logement, qui concernent des millions de personnes. Avec une désinvolture dont on ne sait si elle relève du cynisme ou de l'inconscience, **puisque le nouvel impôt aura une rétroactivité remontant dix-sept ans en arrière.**

---

Ce n'est pas ainsi qu'on va rétablir un début de confiance dans l'opinion ni relancer l'investissement en France, d'autant que les entreprises constatent que les promesses de baisse de leurs impôts vont se traduire en définitive par un alourdissement de leurs charges. Alors qu'on évoque aujourd'hui des problèmes d'embouteillage aux frontières, il faudrait d'abord créer les conditions pour éviter que les meilleurs, surtout chez les jeunes, aient une aspiration de plus en plus grande au départ pour tenter leur chance en dehors d'un hexagone qui devient à leurs yeux de plus en plus irrespirable.